

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

COORDONNÉE PAR

ANNE DULPHY (\*)

AVEC LA CONTRIBUTION DE

JACQUES FONTANEL (\*\*), NICOLAS HAUPAIS (\*\*),  
MARKUS KERBER (\*\*\*), PIERRE MOREL (\*\*), XAVIER PACREAU (\*\*),  
ALAIN-GÉRARD SLAMA (\*\*), GEORGES-HENRI SOUTOU (\*\*) et SERGE SUR (\*\*)

(\*) Maître de conférences à l'Ecole polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

(\*\*) Membre du jury du prix Albert Thibaudet.

(\*\*\*) Professeur d'Economie financière et d'Economie politique à l'Université technique de Berlin (Allemagne) et fondateur d'Europolis, centre de réflexion germanophone sur les problèmes européens.



## SOMMAIRE

### **Prix Albert Thibaudet**

- Mathieu GUIDÈRE, *La Guerre des islamismes*, Gallimard, Paris, 2017, par Serge Sur

### **Notes de lecture**

- Sylvie BERMANN, *La Chine en eaux profondes*, Stock, Paris, 2017, par Pierre Morel

- Dominique COLAS, *Lénine politique*, Fayard, Paris, 2017, par Nicolas Haupais

- Patrice GUENIFFEY, *Napoléon et De Gaulle, deux héros français*, Perrin, Paris, 2017, par Alain-Gérard Slama

- Henry KISSINGER, *L'Ordre du monde*, Fayard, Paris, 2016, par Markus Kerber

- Jérôme LARCHÉ, *Le Déclin de l'empire humanitaire. L'humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation*, Fondation pour la recherche stratégique / L'Harmattan, Paris, 2017, par Jacques Fontanel

- Henry LAURENS, *Les Crises d'Orient*, Fayard, Paris, 2017, par Nicolas Haupais

- Christian LEQUESNE, *Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français*, CNRS Editions, Paris, 2017, par Georges-Henri Soutou

- Pierre MÉLANDRI, *Le Siècle américain, une histoire*, Perrin, Paris, 2016, par Xavier Pacreau

- Olivier SCHMITT, *Pourquoi Poutine est notre allié ? Anatomie d'une passion française*, Hiraki Editions, Lille, 2017, par Julian Fernandez

- Benoît DURIEUX / Jean-Baptiste JEANGÈNE-VILMER / Frédéric RAMEL (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, PUF, Paris, 2017, par Nicolas Haupais



## PRIX ALBERT THIBAUDET

Le Prix Albert Thibaudet a été créé au printemps 2008. Il porte le nom d'un écrivain connu pour ses travaux de critique littéraire, d'histoire des idées politiques et de relations internationales. Albert Thibaudet (1874-1936) est notamment l'auteur de *La Campagne avec Thucydide* (1922), comparaison entre la Grande Guerre et la guerre du Péloponnèse. Le prix qui l'honore est remis à l'auteur d'un ouvrage récent en langue française, consacré notamment aux relations internationales.

En 2017, il a été décerné à Mathieu Guidère pour *La Guerre des islamismes*, publié par les éditions Gallimard dans la collection Folio actuel.

**Mathieu GUIDÈRE, *La Guerre des islamismes*, Gallimard, Paris, 2017, 264 p.**

L'auteur est professeur à l'Université Paris VIII et agrégé d'arabe. D'origine tunisienne, il a enseigné à Saint-Cyr, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et à l'École de guerre. Il est un spécialiste reconnu du monde arabo-musulman, particulièrement sous l'angle politico-religieux, à partir d'approches historiques et doctrinales plus que sociologiques. Il est plus largement un expert des contacts et des conflits entre civilisations, spécialement entre l'Occident et le monde islamique, et du terrorisme islamique. Il a beaucoup écrit sur ces sujets depuis une quinzaine d'années et sa bibliographie comporte 14 titres depuis 2004, mais au fond il creuse toujours le même sillon. L'avant-dernier ouvrage, en 2016, toujours chez Gallimard, est intitulé *Le Retour du Califat*.

Ce livre-ci, *La Guerre des islamismes*, est consacré à l'étude – analyse aussi bien que synthèse – des conflits internes à l'Islam, sunnites et chiites, sans oublier le soufisme. La démarche est historique, géographique et doctrinale, puisqu'il s'agit de rechercher les oppositions de nature théologique qui existent entre les différents courants de l'Islam depuis l'origine jusqu'à nos jours, en même temps que la violence qui surgit de ces oppositions, d'abord au sein de l'Islam lui-même. Elle est beaucoup plus culturelle que militaire, même si elle comporte une dimension stratégique sur laquelle il faudra revenir.

L'ouvrage est divisé en 11 chapitres, mais on n'y accède pas immédiatement. Un avant-propos substantiel replace ces conflits dans le contexte des guerres de religion en général. Puis, dans ce que l'auteur dénomme des « *arborescences* », il approfondit la comparaison des évolutions du Christianisme et de l'Islam, spécialement par une comparaison entre

les luttes intestines actuelles et les guerres de religion en Europe au XVI<sup>e</sup> siècle. Mathieu Guidère est un trait d'union entre deux cultures et il a clairement choisi les valeurs occidentales. Les liens entre le monde arabo-musulman et l'Europe sont un fil rouge du livre et, en ce sens, celui-ci présente un grand intérêt pour les lecteurs français.

Ayant ainsi présenté le contexte, les 11 chapitres du corpus sont organisés comme suit. Au début, 3 chapitres proprement historiques, les avatars du *djihad* depuis l'origine. Un 4<sup>e</sup> chapitre résume les doctrines religieuses opposées. Les 5 suivants combinent cette approche doctrinale avec la répartition géographique des conflits, au Moyen-Orient, au Maghreb, au Sahel, marqué plus particulièrement par des conflits internes au soufisme. Les 2 derniers chapitres traitent du sort des minorités religieuses, spécialement des Yézidis, puis de la guerre des islamismes en Europe.

L'auteur circule dans ces courants et conflits avec aisance et familiarité, comme on peut l'attendre d'un arabisant qui connaît intimement son sujet. Au-delà de la description toujours très bien informée et de l'analyse clairement exposée, l'ouvrage développe une thèse qui nous renvoie à l'actualité la plus immédiate. C'est une thèse stratégique, mais une stratégie de la paix plus que d'interventions militaires. Elle peut nourrir un débat qui n'est pas véritablement soulevé dans le monde occidental, particulièrement en France. On peut résumer cette thèse par deux citations, qui mettent en question l'intérêt et l'efficacité des interventions militaires occidentales dans le monde arabo-musulman comme conséquences du 11 septembre. Elles sont extraites de la conclusion, respectivement, pp. 245-246 et p. 249 :

*« Malgré les précautions rhétoriques de certains hommes politiques, la coalition internationale formée en 2014 pour combattre l'Organisation de l'Etat islamique s'inscrit dans le droit fil des interventions occidentales précédentes. Quelles que soient sa légitimité et sa justification, elle ne fait que nourrir le ressentiment à l'égard de l'Occident et ne permet pas de réduire la menace terroriste ; bien au contraire. »*

*« La 'guerre contre la terreur', claironnée depuis 2001, marque le pas parce qu'elle place toujours la lutte sur le plan militaire avant le plan idéologique. Or la 'terreur', on l'aura compris, n'est pas un territoire à conquérir mais une terre de perdition. Pour gagner aujourd'hui une telle guerre, ce n'est pas tant des armes et des soldats qu'il faut mettre sur le terrain, mais des idées et des idéaux qu'il faut semer dans les cœurs et les esprits. »*

L'auteur aurait pu prendre à l'appui de sa thèse le précédent de la chute de l'Union soviétique et du communisme, vaincus sur le plan idéologique avant de s'effondrer, alors que la guerre du Vietnam, par exemple, n'avait abouti qu'à les renforcer. Un ouvrage clair, agréable à lire, didactique, de première main, écrit par un auteur encore jeune, qui mérite pleinement le prix Thibaudet, Albert Thibaudet qui aimait les idées, la géographie et la stratégie.

## NOTES DE LECTURE

**Sylvie BERMANN, *La Chine en eaux profondes*, Stock, Paris, 2017, 340 p.**

Parmi les nombreuses publications que suscite la Chine, cet ouvrage se distingue par l'originalité du parcours de son auteur, entré dans le monde chinois à trois moments qui ont à chaque fois marqué un tournant : comme étudiante à la fin de la révolution culturelle, au moment de la chute de la « bande des Quatre » ; comme jeune diplomate quelques années plus tard, au début des réformes encore prudentes de Deng Xiaoping ; enfin trente ans après, une fois la mutation accomplie, comme ambassadeur de France au début du mandat de Xi Jinping. D'où la formule empruntée à ce dernier, très conscient des grandes incertitudes résultant du succès même de la Chine, qui doit désormais avancer « en eaux profondes ».

L'ouvrage est à la fois une chronique et un essai, qui part de ces temps forts vécus de près, pour aborder ensuite les grandes questions qui se posent aujourd'hui.

La Révolution culturelle, de 1966 à 1977, semble relever aujourd'hui d'un monde englouti, mais cette période féroce, encore mal saisie, pèse toujours sur les esprits, puisqu'elle marqua de façon indélébile la plupart des dirigeants actuels. Sylvie Bermann évoque le premier desserrement : désormais moins violents, les rites maoïstes subsistent lors de la transition assurée par Hua Guofeng, mais ce personnage assez falot est vite supplanté par Deng, qui va imposer progressivement sa vision, celle d'une « Chine capitaliste dirigée par un pouvoir autoritaire ».

Le deuxième séjour est marqué par le procès de la « bande des Quatre », qui conduit l'auteur à rendre hommage à une figure encore mal connue, celle de Zhang Xiji, avocat déjà reconnu et commis d'office pour assurer la défense de la femme de Mao et de ses acolytes ; à contre-courant, il restaure alors la dignité du rôle de la défense et reste encore aujourd'hui une référence.

Son retour, trente ans après, oriente toute la suite pour dégager les grands traits que l'auteur retient de sa mission d'ambassadeur dans une grande puissance désormais établie et souligne l'accélération du temps provoquée par un rattrapage effréné, mais aussi les contreparties longtemps négligées et désormais obsédantes : pollution, accidents industriels, écart croissant entre les revenus, corruption. Xi Jinping et son équipe doivent donc faire face au fléchissement de la croissance, à l'endettement excessif et à la fragilité de la protection sociale, mais aussi à la résistance le plus

souvent muette des grandes marches du Tibet et du Xinjiang, ainsi qu'à Hong-Kong, à la fois laboratoire et foyer de contestation.

Avec un long chapitre « Le passé présent », Sylvie Bermann constate ensuite, sur un mode plus personnel, le poids de l'histoire dans cette Chine tout à la fois post-moderne et héritière d'un empire bimillénaire : hantise du chaos, diversité des traditions recomposées, rapport ambivalent à Confucius, mais aussi avec l'Occident, fascination-répulsion à l'égard des Etats-Unis.

Après avoir évoqué un sujet généralement peu traité, celui de la situation des femmes, Sylvie Bermann passe en revue les relations de la Chine avec ses grands partenaires : Etats-Unis, Europe, Russie, Japon, mais aussi le continent africain. Riche de son expérience, elle s'arrête plus longuement sur le cas de la France, pour laquelle elle estime qu'en dépit de différences manifestes, il est toujours possible de construire une relation forte avec la Chine à partir des « affinités électives » héritées de l'histoire.

Au bout du compte, l'auteur considère que la Chine, ce « pays des oxymores », continue de se chercher, en conciliant le passage à un modèle de croissance durable, plus qualitatif, avec la vigilance politique d'un régime obsédé par sa survie. La Chine devra nécessairement être « syncrétique », au-dedans comme au-dehors. Elle a changé le monde, mais elle ne peut plus s'en passer et doit donc l'écouter.

Cette synthèse vivante et bien conduite offre ainsi une analyse juste et pertinente à la veille du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois à l'automne 2017. La documentation est riche, en particulier en ce qui concerne la production littéraire des trente dernières années, bien moins connue que celle des artistes qui ont fait exploser le marché de l'art. S'il faut exprimer un regret, c'est que ce passage en revue inévitablement cursif de l'état présent d'un pays-monde n'ait pas approfondi quelques points fondamentaux pour demain, à savoir l'exercice du pouvoir et le rapport avec l'étranger. Cela étant, à tout esprit curieux de la Chine, il faut recommander cette excellente introduction.

Pierre Morel

**Dominique COLAS, *Lénine politique*, Fayard, Paris, 2017, 524 p.**

La couverture est trompeuse puisque le vrai titre de l'ouvrage n'y apparaît pas. Ce n'est pas un portrait de Lénine que Dominique Colas, professeur émérite à Sciences-Po et auteur d'ouvrages sur le léninisme, sur le racisme et le fanatisme, livre ici, mais une étude du Lénine « politique », qui est évidemment la face la plus connue du personnage. Léninisme et fanatisme, les deux termes précités sont importants. Lénine incarne à merveille la figure du fanatique, tant par son abnégation – on y voit un bourreau de travail à l'œuvre, malgré sa santé déclinante et l'attentat dont il a été victime – que par son incroyable intransigeance. Le portrait ne surprend pas en réalité et il correspond à l'image d'« homme de fer » qu'on

peut attendre. Le décor est connu : un groupe d'hommes, les bolcheviques, s'emparent – quand bien même ils sont minoritaires, y compris dans le gouvernement révolutionnaire – du pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat. Ils sont porteurs d'un programme de transformation radicale de la société, à l'échelle d'un pays-continent, exsangue à cause de la guerre et très faiblement industrialisé – la paysannerie y est très largement prédominante. On conçoit qu'un tel programme ne puisse être réalisé sans cynisme, sans manipulation et sans violence. Lénine est l'homme de la situation.

Le projet de Dominique Colas consiste à laisser de côté l'homme, dans le mystère de ses motivations, pour se concentrer exclusivement sur ce qu'il appelle le « Lénine politique ». Lénine, on l'a dit, a fait montre d'une incroyable énergie au cours des années-charnières de la Révolution. A la fois propagandiste, théoricien de la révolution, acteur des organes centraux du Parti communiste, chef de fait d'un Etat, il a produit une quantité invraisemblable d'écrits, de discours. Il a été débateur au sein du Parti communiste. C'est à partir de ce matériau que Dominique Colas trace le portrait. Celui-ci est politique car il est uniquement fondé sur les prises de position politique. On l'aura compris, ce projet permet de tracer une histoire des premières années du régime soviétique et de montrer que ses caractéristiques fondamentales sont finalement déjà posées dès les années de fondation. Il permet également de mettre en lumière les tensions qui règnent au sein des instances dirigeantes, parfois avec des groupes opposés à Lénine (Kamenev en particulier), parfois avec des hommes qui le soutiennent malgré tout (les rapports avec Trotski sont assez largement évoqués). De manière générale, ce qui semble ressortir de l'ouvrage, c'est la très forte empreinte de Lénine qui, d'une certaine manière, arrive toujours, parfois difficilement et avec une grande patience dans certaines occasions, à convertir le Parti à ses vues. En témoignent les très intéressantes pages sur l'armistice conclu avec l'Allemagne, que Lénine a porté contre un Parti réticent. L'ouvrage constitue donc une histoire de la Révolution d'octobre et de ses suites vues à partir de la perception de Lénine, pour y mesurer son rôle exact.

Une des difficultés du livre, assez largement chronologique, réside dans le fait qu'il laisse au lecteur le soin de hiérarchiser le principal et l'accessoire, l'essentiel et l'anecdotique. La stratégie de Lénine est claire et certains invariants peuvent être notés. Cette stratégie est le résultat d'une lecture dogmatique – quelle que soit l'originalité de l'interprétation – de la pensée de Karl Marx. La révolution est possible en Russie et les conditions socio-économiques permettent sa réalisation, malgré le retard économique sur l'Europe occidentale. Le prolétariat doit prendre le pouvoir. Ce prolétariat, le Parti communiste l'incarne et il doit donc s'emparer, quelle que soit la manière, quelle que soit sa représentativité au regard des critères « bourgeois » de légitimité politique, du pouvoir politique. Le programme est donc net. Cependant, Lénine n'est évidemment pas uniquement un penseur ou un théoricien. Il est un homme d'action qui doit donc développer des

tactiques. Celles-ci aboutissent à des prises de position beaucoup plus souples, aisément révisables et toujours susceptibles d'être abandonnées. Destinées à séduire, à contraindre, compréhensibles uniquement en les mettant en relation avec un rapport de forces, une situation particulière, elles sont avancées avec un cynisme, un art rhétorique certains. La Nouvelle politique économique (NEP) et la réintégration des éléments « bourgeois » dans l'économie et l'Etat sont ainsi très pertinemment mises en perspective au regard des invariants de la pensée léniniste. On notera également des analyses intéressantes, en particulier sur les relations que Lénine entretient avec l'histoire française, de la fascination pour la Commune à ses analyses de la Révolution française, en passant par le rapport de fascination/répulsion qu'il a avec la figure de Napoléon Bonaparte...

L'ouvrage de Dominique Colas aborde l'ensemble des aspects du bolchevisme léniniste. Des conceptions globales sur le marxisme et la révolution jusqu'aux questions de l'Ukraine, de l'Afghanistan, des nationalités, de l'antisémitisme, du culte de la personnalité, Dominique Colas montre les cohérences, les insuffisances de la pensée de Lénine, ainsi que les crimes effroyables dont il a l'initiative, en vertu de cette conception fanatique du communisme. Il ne saurait donc être question de rendre ici compte de la richesse et de la variété des thèmes traités dans cet ouvrage. Le texte se veut cependant d'une très grande froideur, purement descriptif et, également, rarement anticipatif – p. 481 : « [l'auteur se propose de] *ne pas présenter systématiquement les effets posthumes de Lénine et la persistance éventuelle des institutions et des politiques qu'il a fondées* ». Il semble donc postuler cette dissociation entre le fait et les valeurs, appelée de ses vœux par Max Weber, même si l'ouvrage tend, évidemment, à constituer une dénonciation de la mentalité totalitaire.

Un livre indiscutablement intéressant, donc, qui traite assez largement de relations internationales (questions de la guerre, du rapport avec les pays voisins, l'Ukraine en particulier, de l'organisation de l'Internationale communiste, etc.), même si elles ne constituent évidemment pas le cœur de l'étude.

Nicolas Haupais

**Patrice GUENIFFEY, *Napoléon et de Gaulle, deux héros français*, Perrin, Paris, 2017, 400 p.**

Dans un essai qui fait plus que jamais référence, *Mythes et mythologies politiques*, Raoul Girardet a mis en évidence le rôle des mythes dans l'explication historique. Parmi ces « *vertiges de l'imaginaire* » associés à des moments de crise, de mutation ou de rupture et néanmoins inscrits dans les structures permanentes des représentations politiques, ce grand historien – qui fut, à Sciences-Po, un des plus brillants représentants de l'histoire des idées – en a retenu quatre : la Conspiration, le Sauveur, l'Âge d'or et l'Unité. Et il a souligné le lien qui les rend quasiment inséparables

les uns des autres, pour le meilleur et pour le pire, sous des formes très variables et à des échelles d'intensité très diverses selon les cultures dans lesquelles ils se manifestent. L'intérêt majeur du maître-livre de Patrice Gueniffey est d'avoir choisi de creuser le mythe du Sauveur à travers les deux « figures » de Napoléon Bonaparte et de Charles de Gaulle.

Bien que Patrice Gueniffey, qui s'est imposé comme un de nos historiens les plus talentueux de la Révolution française et de l'Empire, se présente d'abord comme un disciple de François Furet, il est, à l'évidence, très proche de l'école de Girardet et ce n'est rien de diminuer de son intérêt, mais plutôt en ajouter, que de le lire à travers la grille proposée par son grand devancier. S'il est un lien en effet qui rapproche la gloire de l'Empereur et le prestige du Général, c'est bien le thème de l'unité nationale, dont l'un et l'autre ont su s'emparer, dans le rôle du Sauveur, à la faveur de spectaculaires retours : retour d'Égypte pour Bonaparte en 1799 et retour de De Gaulle sur le sol de France après la Seconde Guerre mondiale ; retour de l'Empereur de l'île d'Elbe en 1814 et de De Gaulle à l'Élysée en 1958. Dans les deux cas, le Sauveur n'a pu accéder au pouvoir qu'en brandissant la menace d'un complot contre l'État – et de Gaulle en 1958 a été en la matière plus habile que le Bonaparte de Brumaire – avant de rassembler autour d'un quatrième thème : la Grandeur, les images réveillant, en miroir de Louis XIV et des grands rois qui ont fait la France, le mythe d'un retour de l'Âge d'or de la nation.

Ce parallèle quasi structuraliste des deux destins ne conduit pas à escamoter le fossé qui sépare leurs stratégies, leurs bilans et leurs tempéraments. Au contraire, il met d'autant plus en relief ce que Paul Veyne appelait l'inventaire des différences. Patrice Gueniffey, lecteur de Bainville, cultive avec une belle clarté littéraire un sens aigu des contradictions et des nuances. Il se garde de sous-estimer ce que les « masses de granit » de Napoléon et l'œuvre institutionnelle de De Gaulle, qui ont fixé les cadres de la France du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, doivent à leurs grands commis et aux circonstances. Napoléon a pratiqué une dictature corrigée par un sens aigu de la proximité populaire, de Gaulle a cultivé sa distance en mettant en place un régime capable de concilier le besoin national d'une « incarnation » monarchique avec l'individualisme foncier du peuple français, conforté par les Lumières. Le premier a laissé la France vaincue, exsangue et, malgré la formidable résonance de sa mémoire, le « bonapartisme » a souffert, après lui, de ses dérives nationalistes et autoritaires. De Gaulle a étayé sur un perpétuel mensonge une œuvre qui lui aura survécu jusqu'à nos jours et inspiré une postérité pour laquelle le gaullisme rappelle encore la Résistance. Le premier se droguait à la guerre, le second était convaincu que « l'ère des grandes conquêtes [était] close ». Bonaparte massacrait l'orthographe, mais a construit sa légende sur des éclairs de style fulgurants ; de Gaulle, familier de Tacite, exprimait sa pensée et brossait ses portraits avec une rigueur classique, mais c'était

surtout dans l'exercice oral de ses discours et de ses conférences de presse qu'il manifestait son génie.

En fait, à travers l'exercice formel du bilan des analogies et des différences, l'objectif de Patrice Gueniffey est de vérifier deux thèses qui lui sont chères. La première est que ce sont les hommes qui font l'histoire. Cette idée pourrait nourrir une illusion dangereuse et même détestable, si elle contribuait à conforter les appels à l'homme fort qui, en réponse au choc de la mondialisation, menacent les libertés publiques dans un nombre croissant de démocraties. Toutefois, de ce constat qui, par moments, inspire à l'auteur une fascination romanesque sinon romantique, celui-ci déduit heureusement une seconde thèse qui corrige la première : la mise en garde contre les méthodes historiques qui, à trop privilégier les déterminismes économiques et sociaux censés produire les événements, aboutissent à décharger ceux qui ont la prétention de conduire les peuples de la responsabilité de leurs mensonges et de leurs crimes.

Alain-Gérard Slama

**Henry KISSINGER, *L'Ordre du monde*, Fayard, Paris, 2016, 400 p.**

Le *Nomos* de Henry Kissinger, son *Ordre mondial*, est un témoignage de raison pratique

Un homme parvenu à la dixième décennie de son existence, après avoir passé de longues années comme conseiller à la sécurité nationale ou comme Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ne peut manquer d'avoir la volonté arrêtée de transmettre un message au monde quand il fait l'effort de composer un volume de 400 pages. L'intitulé contient et résume à la fois l'ambition intellectuelle et politique d'une personnalité d'une incontestable stature historique. Son intention évidente est de laisser un héritage en forme de doctrine de politique étrangère, d'une pertinence intacte pour résoudre les problèmes contemporains, tout en défendant le rôle unique de l'Amérique pour établir ou rétablir un ordre mondial.

En qualité d'historien habitué à réfléchir au niveau académique le plus élevé, Kissinger est dans son jardin lorsqu'il étudie le progrès des Traités de Westphalie de 1648 en termes d'ordre mondial. A partir de là, la Papauté se trouve confinée à un rôle religieux et les Etats, petits ou grands, catholiques ou protestants, se respectent mutuellement comme entités souveraines qui n'interfèrent pas dans leurs affaires intérieures respectives. En ce qui concerne « l'atout intellectuel » que représente la souveraineté, Kissinger est – involontairement – proche des auteurs allemands traditionnels, dont les connotations conservatrices ont acquis une notoriété douteuse et contestée. Un cas notable est celui de Carl Schmitt lorsque, peu après la Seconde Guerre mondiale, il écrit son concept d'ordre mondial, *Le Nomos de la Terre – le droit international du Jus Publicum Europaeum*, qui vise à maintenir la guerre comme instrument légal de politique étrangère en la régularisant.

Si on considère le système westphalien tel qu'il vient d'être défini comme un saut qualitatif en direction d'un ordre mondial, il n'est guère surprenant que Kissinger voie dans les perturbations majeures de l'équilibre européen une impasse de l'approche westphalienne. Tel fut le résultat avec Napoléon, réalisant puis perdant l'hégémonie, avec la Première Guerre mondiale et, naturellement, avec la calamité des guerres d'agression de l'Allemagne nazie. Nombre de jugements rencontrés dans ce passage en revue des hommes d'Etat reprennent ce qui a été précédemment expliqué en détail dans des ouvrages antérieurs. Dans *Un ordre mondial*, ils ne sont mentionnés que dans le contexte d'un résumé historique. Cela conduit le lecteur à comprendre les conditions préalables de la conception et de la réalisation d'une doctrine de politique étrangère visant à la stabilité d'une planète marquée par des conflits périphériques entre des acteurs non étatiques. La difficulté de répondre à ces défis en termes de catégories westphaliennes tient à la difficulté matérielle d'atteindre les ennemis de l'ordre et les auteurs d'atrocités inédites par d'autres voies que par des attaques aériennes.

Après avoir montré avec profondeur la lente affirmation du rôle mondial des Etats-Unis depuis Theodore Roosevelt, Kissinger ne laisse aucun doute sur le caractère indispensable du *leadership* américain dans les temps présents. Pour lui, les Etats-Unis n'ont pas le droit de renoncer à ce rôle. Ils demeurent indispensables parce qu'ils sont la seule démocratie occidentale prête à défendre ses intérêts et à promouvoir ses valeurs par le recours à la guerre. Les commentaires de l'auteur sur l'approche de la « puissance douce » (*soft power*) de l'Union européenne reflètent un dédain non déguisé, proche du mépris. En cela, sa proximité avec un auteur aussi controversé que Carl Schmitt est frappante. Alors qu'une attitude belliqueuse est aujourd'hui perçue négativement par les médias, Kissinger mérite d'être félicité pour le courage avec lequel il rappelle aux Européens en général et à l'Union européenne en particulier que l'exercice du pouvoir inclut de temps à autre une confrontation résolue avec ses adversaires. L'histoire montre que les tentatives de persuasion morale ont, dans la plupart des cas, été un instrument des idéalistes, parfois avec des conséquences fatales.

Sur la base de son expérience intensive de praticien de la politique extérieure, Kissinger décrit avec élégance les tendances frappantes des évolutions contemporaines : le désordre structurel au Moyen Orient, encore accru du fait de l'islamisme, le défi spécifique des ambitions nucléaires de l'Iran et l'ordre émergent en Asie. Kissinger suit tous ces développements et est en mesure de donner au lecteur des analyses provocantes et des constatations d'un réalisme confondant. Toutefois, pour ce qui est de son jugement sur la seconde guerre contre l'Iraq – qu'il dénomme « entreprise de changement de régime » –, le lecteur critique, lorsqu'il observe le chaos qui s'en est ensuivi, a du mal à approuver la pensée de l'auteur. Le manque d'arguments n'est pas compensé par la déclaration d'allégeance au président George W. Bush, « *qui a guidé les Etats-Unis avec courage,*

*dignité et conviction en des temps incertains* ». Il est surprenant de la part d'un homme aux jugements aussi aigus et réalistes qu'il prenne le risque d'entraîner le lecteur dans de telles illusions. Ce défaut est d'autant plus surprenant qu'on lit un peu plus loin les doutes de Kissinger quant à l'émergence d'hommes d'Etat capables d'inspirer leur peuple et de persister dans leurs efforts à l'âge digital. L'auteur a malheureusement raison lorsqu'il constate de façon convaincante que « *l'état d'esprit permettant de suivre des chemins politiques solitaires risque de ne pas être évident pour ceux qui recherchent la confirmation de centaines et parfois de milliers d'amis sur Facebook* ».

« *Nomos* » est le terme grec pour la première appropriation d'un territoire, comprise comme la première partition de l'espace aux fins de sa division et de sa distribution primordiales. Lorsqu'on parle du *Nomos* de Kissinger, ce n'est pas en un sens spatial. C'est un monde dans lequel la raison et le raisonnement surmontent l'irrationnalisme fondé sur l'erreur ou la haine. Cette déraison conduit à l'instabilité et à la guerre, tandis que le calcul politique appliqué de façon raisonnable maintient son but, qui est d'assurer la stabilité. C'est le chemin, inspiré par le chancelier d'Autriche Metternich, que Kissinger a toujours suivi depuis 1957, depuis sa thèse de doctorat. Le héros de ses jeunes années universitaires a été à l'origine d'une série de congrès internationaux qui ont posé les frontières de l'Europe post-napoléonienne. La question actuelle, cependant, est de savoir si le modèle Metternich continue d'influencer la politique américaine. Espérons que ce soit le cas.

Discutable pour ce qui est de sa défense de la politique extérieure des Etats-Unis, très clair et pénétrant quant à l'histoire, d'une vision à longue portée sur les défis qui sont devant nous, le maître ouvrage de Kissinger devrait être lu par tout Européen.

Markus Kerber

**Jérôme LARCHÉ, *Le Déclin de l'empire humanitaire. L'humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation*, Fondation pour la recherche stratégique / L'Harmattan, Paris, 2017, 216 p.**

Les acteurs humanitaires sont jugés indispensables pour la défense continue des droits humains essentiels, notamment ceux des populations les plus vulnérables. Cependant, le modèle occidental, malgré les efforts des agents du « monde humanitaire », présente aujourd'hui des limites face aux nouveaux conflits qui embrasent des régions entières et qui poussent les peuples sur les routes de l'émigration. Les exemples de la Syrie, de la Libye ou de l'Afghanistan montrent à quel point les organisations non gouvernementales (ONG) sont impuissantes à maintenir leurs actions sur place et à apporter un secours humanitaire face à la férocité d'une répression qui trouve dans les valeurs religieuses des explications éloignées de la rationalité « occidentalisée ». Si elles sont devenues des rouages

essentiels de la mondialisation, elles en paient aussi les effets collatéraux, qui atténuent et pervertissent parfois le sens de leurs actions. Elles sont remises en cause par les acteurs politiques, mais aussi parfois par les populations elles-mêmes ; elles subissent une perte d'influence et même un processus de délégitimation, aussi bien dans les situations de guerre que dans leurs actions face aux catastrophes naturelles. Ainsi, les ONG sont aujourd'hui impuissantes face aux catastrophes technologiques (Fukushima) ou à l'intervention militaire d'un Etat (Etats-Unis) en vue de favoriser la reconstruction des infrastructures d'un pays (Haïti) victime d'un tremblement de terre et secoué par une crise politique et sociale à la fois violente et latente, sous prétexte de l'efficacité du monopole du pouvoir étatique.

La base de l'action humanitaire suppose le respect de l'indépendance, de l'impartialité, de la solidarité et de la neutralité dans le cadre d'une action empathique destinée à réduire la souffrance de l'autre. Or les valeurs politiques et économiques du néo-libéralisme imprègnent progressivement l'action de l'humanitarisme, notamment en termes de financement de la solidarité et d'infiltration d'un secteur privé lucratif soutenu par les Etats donateurs. Si, selon les termes de Camus, la « *vertu toute pure est meurtrière* », les compromis sont souvent nécessaires, à condition cependant de ne pas abandonner le socle des principes qui fondent l'action. Une opération éventuellement « rentable » à court terme peut conduire inéluctablement, dans un engrenage de compromissions et de dépendances excessives qui dénaturent l'action, à affaiblir la puissance morale d'impartialité et de solidarité qui la justifiait. Il existe parfois une instrumentalisation politique de l'humanitaire, notamment dans le cadre de la lutte antiterroriste, en invoquant à voix basse le fameux « choc des civilisations ». Accepter la protection militaire pour acheminer l'aide crée une confusion auprès des bénéficiaires qui ne manque pas ensuite d'être utilisée à des fins politiques. Enfin, les risques des acteurs humanitaires concernent de plus en plus les ONG ou les personnels locaux.

Le financement des ONG dépend en grande partie des organisations internationales et des Etats. L'Union européenne (ECHO, European Commission Humanitarian Organisation) est l'un des bailleurs principaux de fonds humanitaires, avec les Nord-Américains. Il existe une forte concurrence entre les ONG, les fondations et certaines entreprises privées pour accéder aux fonds publics et privés, parfois avec un retour sur investissement significatif. Les ONG sont alors incitées à fusionner et à s'organiser en consortium. De ce fait, le rôle des humanitaires est devenu plus exigeant, plus dangereux, il suppose en outre une certaine transparence et une justification de l'action et des dépenses au regard de leurs soutiens financiers. Or l'appellation « guerre humanitaire » est souvent utilisée pour des raisons discutables, qui ne font pas écho à une conception unanimiste de l'adjectif. Les interventions armées en Libye, en Somalie ou en Syrie, dans lesquelles les ONG ont parfois été embarquées

comme « agents supplétifs », viennent heurter leurs principes fondateurs d'impartialité ou d'indépendance. La légitimité de la « guerre juste » ou « préventive » est pour le moins discutable, elle cache souvent d'autres intérêts, parfois économiques, souvent politiques, comme en témoignent les oppositions diplomatiques au Conseil de sécurité des Nations Unies. Les ONG sont engluées dans un jeu de billard à plusieurs bandes dans lequel il est parfois difficile de connaître leur degré de complaisance, de rouerie, de naïveté ou d'innocence dans les fondements de leurs actions.

Les Etats et les ONG sont eux-mêmes les acteurs du déclin de leurs politiques humanitaires et des valeurs qui les justifient. La domination occidentale dans le domaine de l'humanitaire est contestée, notamment par des revendications identitaires alternatives qui naissent sur les continents de l'Asie ou de l'Afrique. La question de la neutralité et de l'impartialité se pose et les contours de ces deux valeurs ne sont pas toujours bien définis. Les liens entre les militaires et les humanitaires ont été souvent trop étroits sur certains théâtres d'opération pour ne pas soulever le doute sur les objectifs poursuivis par le monde humanitaire. L'effet final recherché, en mélangeant à la fois la menace des armes et le soutien humanitaire des populations, est souvent justifié par la rationalité occidentale. Colin Powell n'a-t-il pas demandé aux ONG américaines de devenir des multiplicateurs de force pour la politique étrangère des Etats-Unis ? Bernard Kouchner n'a-t-il pas révélé les informations qu'il obtenait des ONG françaises sur les zones de conflit ? Or la fin de l'humanitaire ne justifie pas tous les moyens, sans en payer le prix en termes de confiance mutuelle entre les donateurs et les bénéficiaires.

Quelle est la relation réelle entre les Etats et les mouvements humanitaires ? La question se pose souvent. Cependant, l'ingérence militaro-humanitaire, qui paraissait une bonne idée en son temps, est aujourd'hui contestée, au regard des revendications qu'elle a permises en son nom pour justifier des opérations militaires aux intérêts bien plus larges. Il existe une corruption de l'idée. L'action humanitaire est prise au piège de ses principes. Elle revendique une volonté de transformation politique et sociale d'une région ou d'un pays, tout en étant dépendante des négociations avec les pouvoirs en place pour accéder aux populations. Dans ce contexte, les acteurs se préoccupent plus des conditions de vie des personnes que de la défense, souvent dangereuse, du respect des droits humains. Les ONG néolibérales font dans la « *charity business* », qui ne propose pas de remettre en cause le système local dominant. Les ONG « humanitaristes » cherchent à satisfaire le critère de durabilité des effets de leurs actions dans le cadre des principes humanitaires. Elles sont opérationnelles, associatives, intéressées aussi bien par les mesures d'urgence que par la volonté de favoriser le développement économique et social. Enfin, les ONG utilitaristes, techniques et prestataires de service, n'ont aucune dimension militante, elles ne dénoncent pas les violations des droits humains. Avec la tentation du financement d'entreprises militaires

ou sécuritaires privées se substituant aux forces de maintien de la paix de l'ONU, les ONG sont progressivement coupées de l'accès aux populations, ce qui implique une augmentation considérable des risques pour les acteurs du monde humanitaire, lesquels sont de plus en plus professionnalisés, marquant ainsi une empreinte néolibérale anglo-saxonne croissante dans leur fonctionnement. On assiste à une éviction progressive de l'action humanitaire dans les conflits armés.

L'ouvrage est intéressant, mais il n'est pas toujours agréable à lire. Il ne souligne sans doute pas suffisamment que les ONG sont très diverses dans leur fonctionnement. Certaines n'ont d'ONG que le nom, au regard d'un financement direct ou indirect par des autorités étatiques soucieuses, à l'instar de Collin Powell, de leur utilisation à des fins de déstabilisation d'un pays tiers ou d'instrument de puissance. En outre, les ONG défendent des idées qui les conduisent, naturellement, à soutenir un camp plutôt qu'un autre. La question de la rationalité est posée. Une pensée n'est pas rationnelle en soi, une action est guidée par des postulats indémontrables sur la nature de la condition humaine. La rationalité économique néolibérale considère que la rationalité consiste dans l'intérêt et le bien-être d'un individu. Cependant, qui peut définir l'intérêt et le bien-être d'un individu ? Il en va de même pour les ONG : comment définir leur intérêt et le comparer à celui de ceux qui reçoivent leurs offres de service ?

On peut donc déplorer qu'il ne soit pas fait suffisamment état des philosophies qui prévalent dans les ONG et surtout de leur utilisation politique par leurs bailleurs.

Jacques Fontanel

**Henry LAURENS, *Les Crises d'Orient*, Fayard, Paris, 2017, 383 p.**

L'ouvrage d'Henry Laurens, titulaire de la Chaire d'histoire du monde arabe au Collège de France, couvre la période 1768-1914. Il ne saurait évidemment être question de proposer un résumé de l'ouvrage, d'autant plus difficile à réaliser que le projet de l'auteur consiste à embrasser une très longue période sur un espace lui-même extrêmement vaste et hétérogène puisqu'il se déploie des Balkans à l'Iran et à l'Afghanistan. Sur ce plan, l'ouvrage traduit, on a évidemment quelque scrupule à l'écrire tellement c'est évident, une connaissance particulièrement fine. Il est agréable à lire. Rien à dire ici, sinon que tout est impeccable...

Plus que le contenu, c'est le projet qui doit retenir notre attention. Derrière cette description très fine des événements se trouve une thèse, développée dans l'introduction et dans la conclusion. Elle disparaît apparemment dans les développements mais elle est toujours bien présente. L'ouvrage se veut constituer une matrice d'explication globale du « fonctionnement » de cet espace qualifié d'Orient et qui se réduit désormais, avec la chute de l'Empire ottoman et l'intégration, certes imparfaite, des provinces occidentales de celui-ci dans l'espace européen.

La problématique d'Orient se réduit désormais à celle du Moyen-Orient (p. 371).

Le projet est double. Tout d'abord, comme un livre d'histoire « classique », il se veut une narration de la transformation politique d'un espace. Il relève, à ce titre, des relations internationales, plus précisément de l'histoire diplomatique. Plus que des facteurs économiques que l'auteur rejette comme élément de structuration politique, ce sont les perceptions (ami/ennemi, Chrétiens/Musulmans...), les fidélités individuelles qui motivent les décisions politiques. L'ouvrage constitue donc une description de l'état initial qui existe juste avant la Première Guerre mondiale et la fin de l'Empire ottoman.

Toutefois, il serait extrêmement réducteur de s'arrêter là. L'ouvrage, quoique très descriptif dans ses développements, est enchâssé entre une introduction et une conclusion qui ne sont pas là que pour la forme. Et c'est à ce stade qu'il devient particulièrement ambitieux. Il s'agit de développer une conception de la structure des crises d'Orient, structure qui resterait, quoique dans un espace plus réduit, valide de nos jours. Quelle est la thèse ? Quelles sont les conclusions ? Tout au long des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les crises d'Orient sont structurées par deux éléments fondamentaux qu'on retrouve presque inmanquablement. Et ces deux éléments, on va le voir, incluent nécessairement la présence des puissances européennes, ce qu'on appelle, peut-être un peu maladroitement, – dès lors que la Russie joue un rôle essentiel – l'Occident : « *Les crises d'Orient, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, se trouvent ainsi à la convergence de l'action des acteurs locaux et de la politique d'intérêt des puissances. Dans la plupart des cas, on assiste à une explosion de violence dont l'origine est à la fois religieuse, confessionnelle et ethnique et qui déclenche une situation d'urgence humanitaire, contraignant les Etats à ajuster leurs intérêts aux pressions de leur opinion publique. Ce mécanisme étant connu, il est provoqué à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, aussi bien chez les fedais arméniens que les comitadjis balkaniques, avec des résultats pour le moins mitigés sinon catastrophiques pour les populations concernées* ». L'affaire de l'indépendance de la Grèce apparaît à ce titre comme la matrice des crises d'Orient, les puissances occidentales et les opinions publiques s'intoxiquant au demeurant sur la réalité de la situation (pp. 69 et suiv.). L'Occident est donc l'élément fondamental. D'une part, il structure certaines politiques, en particulier celle de l'Empire ottoman qui s'occidentalise, avec maladresse, pour précisément résister à la pression. D'autre part, l'Orient constitue une sorte de terrain de jeu, où les puissances occidentales font prévaloir leurs intérêts, leur morale, leurs lubies parfois. Les Balkans, vus comme des espaces chrétiens, seront ainsi traités en application du principe des nationalités, le Moyen-Orient étant plutôt perçu comme un espace à coloniser – même si les véritables colonisations seront, pour la plupart d'entre elles, plus tardives. Comme l'écrit l'auteur dès l'introduction : « *La syntaxe des relations internationales et les crises d'Orient du XIX<sup>e</sup> siècle se poursuivent jusqu'à maintenant, pour*

*le grand malheur des peuples, qui aimeraient certainement vivre dans la quiétude d'une histoire plus immobile* ». *Les Crises d'Orient* parlent donc, on l'aura compris et sans doute à titre principal, de la Syrie et de l'Iraq actuels.

Nicolas Haupais

**Christian LEQUESNE, *Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français*, CNRS Editions, Paris, 2017, 258 p.**

Passionnant ouvrage, dont il faut avoir en tête non seulement le titre – trop à la mode chez les tribus universitaires... – mais aussi le sous-titre.

Cette étude est fondée essentiellement sur des entretiens systématiques et sur l'observation directe pendant des semaines de telle ou telle instance du Quai ou de ses dépendances. Elle utilise aussi pleinement les mémoires des diplomates et la littérature existante. Elle est fondée sur « *le pari théorique et méthodologique* » suivant : « *Comprendre la politique étrangère de la France revient à observer et à interpréter l'intimité professionnelle des agents qui la font* ».

L'analyse ethnographique d'abord. L'auteur commence par le choix du Corps : il dépend davantage du rang de sortie à l'ENA que d'une vocation initiale. Ce fait, ajouté à l'étude des origines sociales et familiales, montre que l'idée, encore reçue, de « dynasties de diplomates » n'est plus d'actualité. Néanmoins, le Corps continue à posséder un esprit d'appartenance accusé : les nominations extérieures sont plus ou moins bien acceptées...

On apprend que, contrairement à sa vocation initiale – donner des éléments de connaissances en relations internationales que le cursus de formation initiale n'avait pas forcément comportées –, l'Institut diplomatique est devenu avant tout un espace de socialisation des nouveaux diplomates.

De très intéressantes remarques sur les problèmes de carrière, de vie familiale, de choix des affectations, complètent cette recherche (y compris un net tropisme en faveur de l'Hémisphère nord...). S'agissant d'une étude ethnographique, on aurait pu ajouter d'autres éléments de socialisation : la Société d'histoire diplomatique, tel ou tel Cercle, etc.

L'auteur a porté toute son attention sur les conjoints des diplomates et les difficultés de carrière qu'ils connaissent, sujet important et complexe. Il aurait à mon sens encore pu élargir le champ de sa recherche en étudiant davantage les conjoints en tant que tels (origines, y compris nationales, carrières, en particulier dans la mode ou surtout le journalisme...). Tant il est vrai que, dans une ambassade, un couple de diplomates représente souvent une unité agissante en soi, même informelle – ne serait-ce que sur le plan des capacités linguistiques.

En ce qui concerne les pratiques, l'analyse renouvelle nos connaissances. On est très frappé par la différence entre les « généralistes » et les

« spécialistes » – qui, en priorité, se consacrent à trois grands domaines : l'Union européenne, les affaires stratégiques et le monde arabe). On est frappé par le rôle connu – mais dont le mécanisme est ici expliqué avec précision – du Cabinet et de la cellule de l'Elysée – qui revient en particulier à réduire le poids des anciens élèves de l'ENA dans la définition de la politique extérieure, même s'il reste déterminant dans l'évolution du Corps. On apprend que la fameuse réunion du matin sous la présidence du secrétaire général – à laquelle a pu assister l'auteur – est devenue essentiellement technique, les vraies discussions, confrontations entre les différentes options et décisions relevant bien davantage du Cabinet, en liaison avec l'Elysée. Une comparaison bienvenue montre que la situation à Berlin est restée sur ce point plus traditionnelle : les directions de l'*Auswärtiges Amt* ne sont pas écartées du processus décisionnel au même point.

L'étude se poursuit par les ambassades : le décret de 1979 sur le rôle de coordination de l'ambassadeur n'empêche pas certaines tensions, mais la fonction ambassadoriale reste le but et l'étalon des carrières diplomatiques, pour lesquelles l'auteur distingue trois pôles, de dignité – perçue – croissante : la bureaucratie, la médiation, l'héroïsme. Cette tripartition est forcément quelque peu schématique, mais elle permet de rendre plus claire la description des différents rôles des diplomates en poste.

Le centre du livre, étant donné l'évolution de la diplomatie sous la V<sup>e</sup> République, sous un régime de pouvoir personnel, est l'excellent chapitre « Interagir avec le Prince ». On sera peut-être moins d'accord, à la fin, avec les deux « cartes mentales » – il est vrai que je trouve la notion elle-même discutable – : l'« indépendance et le rang » et l'« occidentalisme ». D'abord c'est trop réducteur : l'« indépendance et le rang » pourraient tout aussi bien être qualifiés d'attitude « réaliste », dans le sens de la théorie des Relations internationales ; quant à l'« occidentalisme », la notion est si vague qu'elle en devient peu opérante. Ensuite, on compte à mon sens au moins deux autres « cartes », qui ne sont pas de simples « nuances » par rapport aux précédentes : l'« européisme » et le « post-national droit-de-l'hommiste et humanitaire ». Là, la volonté de systématiser brouille les pistes plutôt qu'elle n'éclaire des catégories qui, par ailleurs sans doute, existent.

Malgré cette réserve, je recommande très chaleureusement le livre, essentiel pour la compréhension et du Quai et de la politique extérieure française actuelle, en elle-même et en comparaison avec nos grands partenaires européens !

Georges-Henri Soutou

**Pierre MÉLANDRI, *Le Siècle américain, une histoire*, Perrin, Paris, 2016, 672 p.**

Si l'ouvrage explique comment le XX<sup>e</sup> siècle aura été américain, il met également en perspective la place des Etats-Unis au XXI<sup>e</sup> siècle. Dans

une période où les Etats-Unis soulèvent quelques interrogations, l'auteur revient sur un certain nombre d'éléments fondamentaux qui ont structuré ce pays et sa politique étrangère et qui constituent autant de clefs pour comprendre sa situation actuelle et à venir.

Dans une perspective historique, l'ouvrage présente les relations internationales telles qu'elles sont comprises du point de vue américain. Son auteur, professeur émérite à Sciences-Po et ancien co-directeur de l'Observatoire de la politique étrangère américaine de l'Université Paris III-Sorbonne nouvelle, a d'ailleurs conjugué les deux disciplines dans sa carrière et il est l'un des grands spécialistes français des Etats-Unis.

« *Le XX<sup>e</sup> siècle est le siècle américain.* » Cette formule, employée en 1941 par le magnat de la presse Henry Luce dans un article du magazine *Life*, renvoie autant à l'histoire d'une jeune République volontaire dont l'expansion fut particulièrement rapide qu'à son universalisme hors de ses frontières.

Pour reprendre les mots de Thomas Paine, lors de la constitution des Etats-Unis, ses fondateurs avaient la conviction de détenir « *le pouvoir de recommencer le monde* » (1776). La force du destin était alors américaine depuis ses origines, un pays fondé sur des valeurs puissantes – notamment la liberté et la propriété – et protégé par Dieu. Le modèle universel qu'ils avaient voulu créer devait pouvoir être transposé au reste du monde.

Aussi, après avoir assuré leur développement à partir de la conquête de nouveaux territoires, des rives de l'Atlantique jusqu'au Pacifique, puis le développement de leur économie – leur « destinée manifeste » – au point de devenir la première puissance économique dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Etats-Unis voulurent alors convertir le monde à leur modèle. Ce monde devenait la nouvelle frontière à même d'assurer la continuité de leur développement. La conversion se fondait essentiellement sur la conviction des bienfaits de la promotion de la liberté et de la démocratie associée à la promesse d'un développement économique. On pouvait déjà y déceler les racines d'un exceptionnalisme à même de justifier l'unilatéralisme de la politique étrangère des Etats-Unis à travers son histoire, un « *étrange mélange de réalisme et d'idéalisme, de vision téléologique et d'opportunisme pragmatique* ».

Les Etats-Unis se convinquirent que leur succès était indissociable de l'instauration d'un ordre économique mondial libéral et de leur métamorphose en « République impériale ». Leur puissance adossée à une croissance forte devait leur permettre de s'investir dans les affaires du monde. L'expansion du modèle américain devait passer par la conquête des marchés. Devenu Empire de la production, les Etats-Unis exportèrent leurs biens à travers le monde et, si nécessaire, offrirent à leurs partenaires les facilités de paiement indispensables pour les acheter.

Cette évolution profonde de la posture américaine à l'égard du reste du monde renvoie naturellement à l'oscillation de la politique étrangère des

Etats-Unis – encore actuelle – entre isolationnisme et interventionnisme. Tant que la jeune République se concentrait sur son propre développement territorial, son comportement faisait encore écho au message d'adieu de George Washington prononcé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il engageait ses compatriotes à ne pas se mêler des affaires du vieux monde tant ils avaient tout à y perdre et rien à y gagner. Toutefois, il ne s'agissait que d'un isolationnisme relatif car les Etats-Unis considéraient, avec la doctrine Monroe, que les affaires de leur continent n'étaient déjà plus celles du vieux monde.

Avec les deux guerres mondiales dont ils ont retiré de très nombreux bénéfices, les Etats-Unis s'impliquèrent davantage dans les affaires du monde. Avec des succès différents, Wilson autant que Roosevelt conçurent rapidement que ces périodes tragiques de l'histoire, qui stigmatisent le déclin de l'Europe, leur offraient l'occasion sans précédent de maintenir un ordre international qui leur convenait en projetant l'ordre américain à travers la coopération multilatérale. Ils assistaient à la disparition progressive des empires coloniaux du vieux monde, notamment de l'Empire britannique, dont le déclin laissait un vide sur la scène internationale.

L'après-guerre fut essentiellement conçu par les Américains en termes économiques, appelant une construction politique en soutien. L'émergence de l'Union soviétique et les visées expansionnistes de la doctrine communiste achevèrent de conduire les Etats-Unis à s'impliquer dans les affaires du monde et à développer des politiques interventionnistes. L'affirmation d'une véritable puissance militaire à l'échelle internationale destinée à garantir les intérêts américains et ceux de leurs alliés se développa alors corrélativement.

Cependant, l'interventionnisme américain restera toujours étroitement lié à l'intérêt national. En outre, cela ne signifie pas que le réflexe isolationniste plus particulièrement incarné par les Républicains ait disparu, à l'instar de la politique étrangère américaine des années 1920 ; cette tendance est toujours omniprésente dans ce parti, ainsi qu'en témoigne la posture du président G. W. Bush avant le 11 septembre 2001 ou même, plus récemment, celle de Donald Trump. Toutefois, les réalités internationales s'imposant à leurs dirigeants une fois au pouvoir les ont le plus souvent conduits à adopter une toute autre posture.

Le « siècle américain » a atteint son apogée des années 1940 à la fin des années 1960 (les Trente glorieuses), fondé sur le développement économique, la hausse des salaires, la consommation de masse, le crédit, la publicité et l'expansion internationale ou encore la conquête spatiale. Les Américains sont alors convaincus de la supériorité de leur système politico-économique, de leur culture, dont le jazz et le cinéma constituaient notamment les vitrines extérieures, et de leurs valeurs. C'est à cette dynamique de la société américaine que renvoie l'expression du « rêve américain » apparue au début des années 1930 et qui s'appuie sur une puissance qu'Eisenhower définira plus tard comme le produit de « *la force*

*spirituelle, multipliée par la force économique, multipliée par la force militaire ».*

Pierre Mélandri souligne cependant que cette confiance fut ébranlée à plusieurs reprises par la suite. Alors que la crise de 1929 était déjà reclassée dans une histoire plus lointaine, les chocs pétroliers, la guerre du Vietnam, la chute du Shah d'Iran et plus tard l'attaque perpétrée sur le territoire national le 11 septembre 2001, les interventions aventureuses en Afghanistan et en Iraq suivies par les affaires d'Abou Ghraib et de Guantanamo ou encore, dans un tout autre domaine, la crise des *subprimes* en 2007 émoüssèrent l'image internationale des Etats-Unis et soulevèrent un certain nombre d'interrogations sur les limites de leur puissance. La communauté nationale, plus ou moins directement touchée par ces différents épisodes, fut atteinte dans la confiance qu'elle avait en elle-même au point de plonger parfois le pays dans une véritable crise d'identité. L'intérêt américain pouvait ainsi trouver ses limites à l'échelle internationale, lorsque le modèle intérieur était mis en danger par des difficultés rencontrées lors de sa projection à l'extérieur.

Au début des années 1980, il n'est pas surprenant que Ronald Reagan soit élu avec le slogan « *let's make America great again* » en s'appuyant sur le statut du dollar et l'ouverture du crédit aux Américains. Il présageait le retour des Etats-Unis sur les plans économique, diplomatique et militaire et annonçait ce qu'ils considéreraient comme leur victoire de la Troisième Guerre mondiale au moment de l'éclatement du bloc soviétique et de la chute du communisme. Cela les conduisit à vivre un « *moment unipolaire* » en position d'hyperpuissance de 1990 jusqu'au début des années 2000. Les Etats-Unis pouvaient alors manifester leur *Imperium* fondé sur une puissance toujours destinée à préserver les activités économiques et le modèle américain.

L'auteur explique ensuite comment les errements de la politique du président G. W. Bush, suivis par la crise économique et le développement du terrorisme puis la position plus en retrait du président Obama sur la scène internationale, remirent en cause la position américaine dans un monde où d'autres puissances gagnaient en force et contestaient désormais leur suprématie. Si les premiers signes d'un déclin américain avaient pu apparaître dans les années 1970, les années 2001 et 2010 marqueront beaucoup plus nettement le début de la fin du siècle américain à travers une certaine forme d'impuissance face à nombre de problèmes et à une liberté d'action qui rencontre des limites.

Autre facteur relevé par Pierre Mélandri : le passage de l'*Imperium* à l'*Emporium*, le grand marché ouvert que de nombreux dirigeants américains avaient longtemps conçu comme un relais de la puissance économique américaine à l'échelle internationale. Toutefois, la globalisation sur laquelle repose cet *Emporium* va se retourner contre une partie très significative de la population américaine – en grande partie celle qui a voté Trump –, dont les revenus vont stagner ou baisser, ne permettant plus d'envisager pour

ses enfants une situation meilleure que la sienne, imprimant fortement le sentiment d'un creusement des inégalités, d'un déclassement.

Cette évolution du processus de mondialisation va également se traduire par le décrochage entre l'intérêt des Etats-Unis et celui des multinationales américaines, qui demeurent pourtant majoritaires parmi les 100 plus grandes capitalisations boursières (54). Accru par la dérégulation financière, l'intérêt de ces groupes s'est retourné contre celui d'une majorité d'Américains car ils organisent leur développement à l'échelle mondiale. Les Etats-Unis sont ainsi progressivement passés du *Stake holder capitalism* servant une certaine utilité sociale de l'investissement au *Share holder capitalism*, dont l'ultime horizon reste le profit. Face à une population qui s'estime victime d'une telle conjoncture, il n'est alors pas surprenant que le slogan de Donald Trump « *America first* » ait raisonné favorablement à l'oreille d'un grand nombre d'électeurs. Désormais, l'Amérique a du mal à réconcilier, chez elle, son projet démocratique avec son système capitaliste et, à l'extérieur, son discours idéologique avec ses intérêts économiques et stratégiques.

L'ultime question de l'auteur peut être : qu'en est-il désormais des Etats-Unis au terme de ce « *siècle américain* » ? P. Mélandri estime qu'aujourd'hui les Etats-Unis continuent à avoir une place à part. Leur puissance économique et militaire reste sans égale. Cependant, la revendication d'un exceptionnalisme a vécu. L'avènement d'autres puissances, même inférieures, et sa propre insertion dans des faisceaux d'interdépendances ne la placent plus au-dessus d'une communauté internationale qui continue néanmoins à reconnaître l'importance de son rôle, celui d'une nation qui parvient à demeurer indispensable. L'économie demeurera l'un des fondements essentiels de la diplomatie américaine ; comme le soulignait Raymond Aron, à l'instar de Pierre Mélandri, on ne peut séparer les buts politiques et les mobiles économiques dans la politique étrangère américaine, politique étrangère qui vise toujours la « sauvegarde d'un milieu favorable » aux idées, marchandises et capitaux américains. L'intérêt national, dont l'économie constitue l'une des composantes, détermine l'action extérieure des Etats-Unis, lesquels se réserveront toujours le droit d'agir unilatéralement si celui-ci est menacé.

Cette étude transversale du siècle américain et de ses suites appartient aux grandes analyses que la France peut produire à propos de notre partenaire d'Outre-Atlantique et offre un large panorama de la diplomatie de ce dernier, à l'instar de ce qu'avait pu être, en son temps, *La République impériale* de Raymond Aron, dont la perspective était pourtant plus limitée.

Xavier Pacreau

**Olivier SCHMITT, *Pourquoi Poutine est notre allié ? Anatomie d'une passion française*, Hiraki Editions, Lille, 2017, 119 p.**

Olivier Schmitt est un jeune professeur de Science politique au Centre d'études sur la guerre de l'Université du Sud-Danemark. Après une première formation universitaire en France et en Suisse (Institut des hautes études internationales, Genève), il a obtenu un PhD au King's College (Department of War Studies). Il s'intéresse aux questions de sécurité internationale et au développement des études stratégiques en France (il est le directeur scientifique de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie, AEGES). Il a déjà publié plusieurs articles ou ouvrages sur les alliances, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Raymond Aron, *etc.*

Dans *Pourquoi Poutine est notre allié ? Anatomie d'une passion française*, Olivier Schmitt part du constat de l'existence d'un courant pro-russe et surtout pro-Poutine dans la société française, un courant qui traverse plusieurs partis et qui rassemble ceux qui sont hostiles au libéralisme contemporain – fil rouge de l'œuvre. L'auteur entend, dans une perspective critique, mettre en lumière les différents ressorts culturels, historiques et politiques de la séduction exercée par le dirigeant russe. Précisément, à la question posée par le titre de l'ouvrage, Olivier Schmitt présente quatre séries de réponse : 1. Parce que Poutine serait un vrai dirigeant ; 2. Parce que nous partagerions des valeurs communes ; 3. Parce que ce serait dans notre intérêt ; 4. Parce que la Russie vaudrait bien les Etats-Unis. L'auteur s'efforce à chaque fois de déconstruire les arguments qui servent ces discours, dans un style alerte qui rend ce petit essai engagé agréable à lire, dynamique et non dénué d'une ironie assez mordante.

1. Olivier Schmitt revient d'abord sur l'image du dirigeant viril et intègre, sur la fascination qu'exerce celui qu'on présente comme l'homme de la rupture radicale avec la Russie décadente de Boris Eltsine. L'auteur rappelle ici comment Eltsine a fini par jouer la carte Poutine et, plus largement, à quel point les positions des oligarques ont été préservées. L'intégrité de Poutine ne serait donc que de façade et son image de bon père de famille artificiellement entretenue.

2. Olivier Schmitt démontre ensuite combien les valeurs russes et les valeurs françaises sont en réalité éloignées, qu'il s'agisse de l'expérience de la chrétienté ou de la démocratie libérale. Il analyse notamment la révolution conservatrice à l'œuvre en Russie et à quel point l'Europe est aujourd'hui présentée par les médias proches du pouvoir comme « *tolerasty* », mais aussi comme fondamentalement hostile à la Russie – discours de l'humiliation. L'auteur montre également qu'une lecture alternative de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle se développe en Russie, en particulier sur la Seconde Guerre mondiale. En somme, si la France et la Russie ont bien évidemment été des acteurs majeurs de l'histoire européenne, ils seraient aujourd'hui les représentants de deux lignes peu compatibles.

3. S'agissant de l'alignement nécessaire sur Moscou, rien ne montrerait « objectivement » qu'il serait dans l'intérêt de la France de soutenir la politique étrangère de Vladimir Poutine. Olivier Schmitt rappelle ici que ce n'est pas l'intérêt qui dirige la politique, mais la politique qui définit l'intérêt. Et il prend l'exemple des sanctions contre la Russie à la suite de l'occupation de la Crimée comme révélateur des arbitrages que chaque gouvernement peut faire entre différents intérêts.

4. L'auteur revient enfin sur le lien entre anti-impérialisme, anti-américanisme et soutien à la Russie de Poutine. Ceux qui sont fascinés par le chef d'Etat russe mettraient ainsi sur le même plan moral interventions américaines et interventions russes alors que, selon l'auteur, « *les erreurs américaines, bien réelles, sont des déviations par rapport au fonctionnement régulier de leur démocratie. En revanche, les actions russes correspondent à la nature profonde du régime en place à Moscou. D'un côté, une démocratie dont les dirigeants sont régulièrement renouvelés, les soldats sanctionnés lorsqu'ils violent le droit international humanitaire, qui dispose d'une presse libre et reconnaît les droits des minorités. De l'autre, un Etat autoritaire, dont la brutalité des troupes s'exerce en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie et en Ukraine, où les homosexuels sont pourchassés et la liberté d'expression, un concept oublié* ». Et l'auteur de poursuivre, pour illustrer l'impossible équivalence morale des pratiques américaines et russes, sur l'exemple des écoutes imputables aux Etats-Unis, écoutes qui n'existent que parce que cette puissance en a les moyens, alors que celles attribuables à la Russie serviraient bien une volonté hostile et des actions subversives...

En définitive, cet ouvrage, bref et clair, est indéniablement utile pour expliquer – même à gros traits – l'origine de ce courant pro-Poutine, dont l'importance ne doit toutefois pas être fantasmée. On reprochera à Olivier Schmitt non pas de voir la poutre dans l'œil de Moscou et la paille dans l'œil de Washington, mais d'être malgré tout aussi bienveillant envers les pratiques américaines (par exemple lorsqu'il parle de l'intervention en Iraq comme d'une guerre pour libérer le pays de Saddam Hussein) qu'il peut être sévère avec les pratiques russes actuelles. Il semble aussi parfois emporté par une critique de la culture et de la société russes elles-mêmes, plus seulement par une dénonciation des déviances de Vladimir Poutine.

Julian Fernandez

**Benoît DURIEUX / Jean-Baptiste JEANGÈNE-VILMER / Frédéric RAMEL (dir.),  
Dictionnaire de la guerre et de la paix, PUF, Paris, 2017, 1 513 p.**

Comment rendre compte d'un dictionnaire ? Cela paraît impossible tant il est évident que ce type d'ouvrage, par la multiplicité des approches et des auteurs, semble échapper à toute synthèse, à toute conceptualisation. On ne s'y risquera pas ici et on ne tentera pas de dégager des « enseignements » d'une telle entreprise. D'un dictionnaire, on ne peut que dire qu'il est réussi ou non et tenter de deviner son destin : livre bien vite oublié ou au contraire

ouvrage de référence que chaque étudiant, homme de l'art, universitaire ou tout simplement honnête homme se devra de compulsuer. Il ne fait guère de doutes que c'est dans la seconde catégorie que le *Dictionnaire de la guerre et de la paix* se place, sans guère de contestation possible. Ouvrage transdisciplinaire, à la croisée de l'Histoire, de la Stratégie, du Droit, de la Sociologie, voire de l'Art, ce dictionnaire constitue une véritable somme. Il combine des approches conceptuelles, géo-historiques et personnelles (Charles de Gaulle, Guillaume le Conquérant...). Il continue également une série de volumes, publié dans la collection Quadridge, qui a déjà donné lieu à de marquantes publications, comme le *Dictionnaire de la culture juridique* il y a quelques années. Il est vrai que l'ouvrage revêt une dimension encyclopédique. Les entrées ont de l'ampleur, de l'espace et ne sont pas confinées dans le format trop étroit qui est souvent la marque des dictionnaires thématiques. Sans prétendre à l'exhaustivité, l'ouvrage embrasse les problématiques passées, présentes et futures sur la question de la guerre et de la paix. Naturellement, il serait possible de mettre en lumière des partis pris discutables, voire quelques – rares – omissions (pourquoi pas d'entrée spécifique sur le Conseil de sécurité, sur les Nations Unies, certes traités dans de nombreuses et riches contributions ?). Toutefois, ils sont l'un comme l'autre bien rares.

Le retour de la guerre ouverte et les tensions grandissantes qui alimentent des craintes de conflits plus ou moins amples ont sans doute réveillé l'intérêt doctrinal sur le phénomène. Ce dictionnaire, consacré également à son envers, la paix, en est la marque tant il renvoie, dès son introduction, à des problèmes actuels. Il témoigne de la vigueur et de l'implication de la recherche francophone dans le domaine des études sur la paix et la guerre.

Nicolas Haupais